

Les Etats-Unis veulent une riposte commune avec leurs alliés
Article paru dans l'édition du 14.09.01

Le président George W. Bush a qualifié, mercredi 12 septembre, d'« acte de guerre » les attentats perpétrés à New York et Washington. Ils réclament la constitution d'une coalition internationale contre le terrorisme. L'OTAN et l'Europe affichent leur solidarité

TERRORISME Visitant, mercredi 12 septembre, les lieux de l'attentat contre le Pentagone, le président américain, George W. Bush, a affirmé que les Etats-Unis ne se laisseront pas « intimider » par les terroristes et il a promis de « pourchasser » ces derniers. COLIN POWELL, le secrétaire d'Etat, et le président ont commencé à travailler à la constitution d'une « forte coalition internationale », contre le terrorisme, incluant notamment la Russie et la Chine. LES PAYS MEMBRES DE L'OTAN, réunis mercredi à Bruxelles, ont pour la première fois depuis la création de l'Alliance atlantique, décidé de mettre en oeuvre le mécanisme de solidarité militaire. L'ARTICLE 5 du Traité de l'Atlantique nord prévoit qu'une attaque contre un seul des Etats membres est considérée comme une attaque contre tous. (Lire aussi notre éditorial page 20.)

A « UN ACTE DE GUERRE », les Etats-Unis répondront par la guerre, « contre le terrorisme », ont promis, mercredi 12 septembre, les plus hauts dirigeants américains en sollicitant, dès maintenant, la participation de leurs alliés de l'OTAN à la riposte à venir. « Les attaques délibérées et meurtrières qui ont été menées contre notre pays étaient plus que des actes de terreur, a dit le président George W. Bush, elles étaient des actes de guerre. » Il a juré « d'engager une lutte monumentale du Bien contre le Mal ».

Quelques heures plus tard, à Bruxelles, les alliés des Etats-Unis, au sein de l'Union européenne comme de l'OTAN, ont réaffirmé leur solidarité avec Washington et la nécessité d'une action commune contre le terrorisme. Cette action sera déterminée par les résultats de l'enquête que mène le FBI après les opérations terroristes qui ont détruit, mardi, le World Trade Center, à New York, et une partie du Pentagone, à Washington, faisant plusieurs milliers de morts.

Les quatre détournements d'avions à l'origine de la tragédie n'ont toujours pas été revendiqués. Mais le ministre de la justice, John Ashcroft, a indiqué que le FBI avait identifié un grand nombre des pirates de l'air.

Une guerre sur plusieurs fronts. A l'instar du président Bush, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a évoqué la nécessité de « répondre comme à une guerre » à l'agression dont ont été victimes les Etats-Unis. Selon un sondage du Washington Post, 90 % des Américains veulent des représailles. « Ce ne sera pas une seule contre-attaque contre un individu, a précisé M. Powell. Ce sera un conflit à long terme qu'il faudra mener sur plusieurs fronts. » Les Etats-Unis vont établir un plan global de ripostes militaires qui pourraient ne pas épargner les Etats ayant abrité les terroristes. Ils peuvent d'ores et déjà compter sur la collaboration, sous forme d'échanges, des services de renseignements de leurs principaux alliés.

Débat sur une riposte commune. Dans la réplique à donner au terrorisme, les Etats-Unis veulent pouvoir compter sur une participation concrète de leurs alliés. A l'OTAN, ils ont obtenu mercredi soir une déclaration fondée sur l'article 5 de la Charte atlantique qui stipule

qu'une attaque contre l'un des dix-neuf membres de l'Alliance est une attaque contre tous. « Le conseil a décidé que, s'il est établi que cette attaque était dirigée depuis l'étranger contre les Etats-Unis, elle sera assimilée à une action relevant de l'article 5 du traité de Washington, qui stipule qu'une attaque armée contre l'un ou plusieurs des pays alliés, en Europe ou en Amérique du nord, sera considérée comme une attaque dirigée contre tous les alliés », a indiqué le secrétaire général, Lord Robertson, dans une déclaration lue à la presse.

L'article 5 peut servir de fondement à des mesures coordonnées de réponse militaire. C'est bien ce que M. Powell a paru dire quand il a déclaré mercredi à Washington : « Il faut une réponse coordonnée, complète, de la part des pays civilisés. »

La solidarité de l'Union européenne. Dans le même sens, les Etats-Unis se sont félicités de la déclaration adoptée mercredi soir à Bruxelles lors de la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. « L'Union condamne avec la plus grande fermeté les auteurs et les commanditaires de ces actes de barbarie, souligne la déclaration. L'Union et ses Etats membres ne ménageront pas leurs efforts pour contribuer à identifier, traduire en justice et punir les responsables : les terroristes et leurs commanditaires ne trouveront refuge nulle part. » Le ministre français, Hubert Védrine, a jugé important de ne pas présenter les événements comme un choc de civilisations entre l'Occident et le reste du monde.

Le point de l'enquête. Les autorités fédérales « traquent deux mille pistes », a souligné le ministre de la justice, John Ashcroft, précisant, cependant, que le FBI avait d'ores et déjà identifié un grand nombre des pirates de l'air. Certains avaient suivi des formations de pilote aux Etats-Unis. « Nous ne sommes pas en mesure à ce stade d'attribuer de responsabilité spécifique », a-t-il dit. Il a précisé que 7 000 agents étaient mobilisés. Experts et élus américains continuent à privilégier la piste dite islamiste. Il s'agit de la nébuleuse de groupes plus ou moins sous la tutelle du dissident saoudien Oussama Ben Laden qui peuvent, à l'occasion, bénéficier des services de certains Etats, tels que le Pakistan, l'Afghanistan ou l'Irak. La presse de Boston rapporte que cinq des pirates identifiés étaient originaires du Proche-Orient. Dans cette région, dirigeants et autorités religieuses multiplient les mises en garde contre de possibles dérives à la suite des événements de mardi. Lors d'un entretien accordé au Monde, l'ancien premier ministre israélien, Ehoud Barak, se refuse à établir une relation entre l'état actuel du conflit israélo-palestinien et l'attaque contre New York et Washington.

Des scènes d'horreur à bord des avions. Les détails sont plus rares sur ce qui s'est passé dans chacun des quatre appareils après qu'ils eurent été détournés. Les rares témoignages fournis par des passagers qui ont pu brièvement communiquer avec leur famille grâce à leurs téléphones portables décrivent des scènes d'horreur : les pirates tuant le personnel de bord à l'arme blanche pour faire sortir le pilote de sa cabine et s'emparer des commandes de l'avion. D'autre part, il semble que les auteurs du détournement du Boeing qui s'est écrasé sur le Pentagone entendaient diriger l'avion sur la Maison Blanche. Les spécialistes en terrorisme spéculent sur des scénarios plus catastrophiques encore dans lesquels les pirates auraient pu utiliser des armes chimiques et bactériologiques.

CIA et FBI sur la sellette. Alors qu'à New York et Washington, les sauveteurs dégagent des survivants des décombres des immeubles effondrés, la grogne monte contre les défaillances énormes, principalement imputées au FBI et à la CIA, des services de renseignements. Dans un sondage publié par le Washington Post, leur performance est qualifiée de « minable » par

les Américains. La faillite des contrôles de sécurité dans les vols à l'intérieur des Etats-Unis n'est pas jugée moins sévèrement.

Le front économique et financier. L'administration Bush est décidée à tout faire pour un retour rapide à la normale. Elle espérait pouvoir rouvrir dès jeudi les marchés américains. Ceux de l'Europe ont bien résisté mercredi après les chutes enregistrées la veille. Les marchés paraissaient rassurés, cependant que la Banque du Japon et la Banque centrale européenne (la BCE) ont, mercredi, injecté massivement des capitaux pour prévenir tout manque de liquidités.

Des journées de deuil et de recueillement. A l'instar de l'Union européenne, nombre de pays ont décrété des journées de deuil, organisé des services religieux, mis les drapeaux en berne et annulé manifestations sportives et culturelles (c'est le cas en France pour les journées du patrimoine). A Hollywood, on annule le tournage de films-catastrophe.